Le Rwanda rejette les accusations de soutien aux rebelles burundais

Agence Anadolu, 31.12.2023 Le Rwanda rejette les accusations du Burundi sur son prétendu soutien des rebelles burundais - Le président burundais Evariste Ndayishimiye a accusé, vendredi, le Rwanda de soutenir des rebelles du mouvement burundais RED-TABARA basés dans l'est de la RDC. Le Gouvernement rwandais a rejeté catégoriquement les accusations burundaises de soutien aux rebelles burundais basés dans l'est de la République démocratique du Congo, RDC.

« Le gouvernement rwandais rejette les commentaires du président burundais Evariste Ndayishimiye, alléguant le soutien du Rwanda aux groupes rebelles armés burundais basés dans l'est de la RDC », a déclaré Yolande Makolo, parole du gouvernement rwandais dans un communiqué publié vendredi soir. Lors d'une conférence publique animée vendredi à Cankuzo, le chef de l'Etat Evariste Ndayishimiye a ouvertement accusé le Rwanda, pays voisin, de soutenir les rebelles du mouvement rebelle burundais RED-TABARA (résistance pour un Etat de droit) basés dans l'est de la RDC. Ils sont logés, ravitaillés et financés par le Rwanda », a déclaré le général Evariste Ndayishimiye. Le président burundais a ajouté que « cela va créer la haine entre les populations de ces deux pays ». « Ce n'est pas normal de ravitailler ceux qui tuent des enfants », a également déclaré le chef de l'Etat burundais. Le 22 décembre 2023, le gouvernement burundais a accusé des rebelles du mouvement RED-TABARA d'avoir perpétré une attaque armée « contre des civils » dans l'ouest de la province de Bujumbura qui jouxte l'est de la République démocratique du Congo. Selon le gouvernement burundais, au moins 20 personnes dont 12 enfants ont été tués lors de cette attaque revendiquée le lendemain par RED-TABARA. Ce regain de tension entre les deux pays voisins d'Afrique de l'est intervient au moment où le Burundi chemine vers des élections législatives, sénatoriales et collinaires en 2025. Les relations entre le Rwanda et le Burundi se sont détériorées depuis 2015 dans la foulée d'une crise politique et sécuritaire née de la contestation du 3^e mandat de l'ancien président burundais, Pierre Nkurunziza. Gitega accuse Kigali d'être un soutien militaire à ses opposants qui y ont pris refuge. De son côté, le Rwanda accuse le Burundi de collaborer avec les rebelles du mouvement FDLR, Forces démocratiques pour la libération du Rwanda, accusés d'avoir perpétré un génocide contre les tutsis (ethnie minoritaire) en 1994 au Rwanda. Créé en 2011 et fort de près d'un millier de combattants, le mouvement RED-TABARA, (Résistance pour un Etat de Droit au Burundi), est une faction armée burundaise particulièrement active depuis le début de la crise politique de 2015. Il est accusé d'être responsable de plusieurs attaques meurtrières et embuscades au Burundi depuis la crise née de la contestation du 3^e mandat du défunt président Pierre Nkurunziza en 2015. Dès sa prise de fonctions en juin 2020, le nouveau président Evariste Ndayishimiye s'est dit plusieurs reprises prêt à dialoguer avec ce mouvement. Mais RED-TABARA rejette cette main tendue tout en posant comme préalable "la négociation des conditions d'organisation d'élections démocratiques, libres, inclusives et transparentes". Jean Bosco Nzosaba